

kroes.romain@wanadoo.fr

Résumé

Qu'on les associe ou qu'on les oppose, les termes de « marché » et de « démocratie » sont chargés de présupposés discutables. Le premier est censé constituer par lui-même un modèle de régulation et d'équilibre, mais qui ne s'exerce que par la « concurrence pour les parts de marché », c'est-à-dire dans un contexte structurel et permanent de surproduction, ou de surcapacité de production. Le second, quant à lui, désigne l'oligarchie élective dont Aristote disait qu'elle est le contraire de la démocratie. Il s'agit donc d'un faux débat qui renvoie, en réalité, au clientélisme économique et politique. Cette substitution conceptuelle et sémantique couvre d'autre part un déni général de la crise qui a pris naissance en 1966-67, et qui interdit aux politiques économiques keynésiennes ou libérales d'endiguer la montée du chômage et de l'exclusion. Le propos de l'article est d'identifier empiriquement et théoriquement cette « crise », et d'en tirer les conséquences qui paraissent s'imposer pour l'économie et la démocratie.

MARKET AND DEMOCRACY wrong debate and denial of reality

Abstract

Either associated or opposed to each other, the terms “market” and “democracy” are loaded with questionable presuppositions. The former is supposed to constitute, by itself, a model of regulation and equilibrium, but that does not exert but by the means of “competition for market shares”, that is within a structural and permanent context of overproduction, or of production overcapacities. The latter, as for it, points on elective oligarchy that Aristotle said as being the opposite of democracy. It is then matter of a wrong debate that actually refers to economic and political vote-catching. On the other hand, this conceptual and semantic substitution covers a general denial of the crisis that sprang up in 1966-67, and that prevents the Keynesian or free-market economic policies from containing the growing unemployment and exclusion. The purpose of this paper is of empirically and theoretically identifying this “crisis”, and of drawing the consequences that seem to impose themselves on economy and democracy.

INTRODUCTION

Le débat actuel sur la compatibilité ou l'incompatibilité entre marché et démocratie peut être qualifié de « faux débat », du fait que chacun des deux termes recouvre une réalité très différente de ce qu'il exprime. D'une part, on appelle aujourd'hui « démocratie parlementaire », ou « occidentale », le clientélisme électoral et la délégation de pouvoir à des professionnels, plus proches de l'« oligarchie » qu'Aristote qualifiait de « contraire » de la démocratie¹. Ce système n'est démocratique que les jours d'élection, comme au mot près le faisait déjà remarquer Rousseau à propos de l'élection du Parlement britannique. Après quoi la démocratie n'a plus d'autres recours que les grèves et les manifestations. L'expression « démocratie participative », qui désigne le remède à ce défaut de citoyenneté, admet implicitement qu'il puisse y avoir plusieurs sortes de démocratie et entérine, par là même, l'usurpation de ce titre par les oligarchies clientélistes.

D'autre part, la régulation prêtée au « marché » se réduit globalement à la conquête concurrentielle des parts de marché. Or, ainsi que nous le verrons, cette concurrence quantitative n'est possible que s'il y a globalement surproduction ou surcapacité de production, c'est-à-dire en période de crise.

Il y a une trentaine d'années, on cherchait encore « une issue à la crise ». D'aucuns croyaient même apercevoir « le bout du tunnel ». Aujourd'hui, plus de crise, plus de tunnel. De guerre lasse, on a fini par les occulter. Les mêmes qui dans les années 1970 tentaient d'appréhender le réel se sont finalement ralliés au principe d'une entité quasi divine, les uns pour l'encenser au nom de la « compétitivité », les autres pour lui imputer la « recherche du profit maximum ». Il s'agit en fait d'un déni de réalité, de quelque point de vue, laudatif ou contempteur, qu'il émane. Nous démontrerons ici que l'expression « économie de marché » recouvre la réalité d'une crise de l'accumulation déjà quarantenaire, révélée par une convergence des taux de croissance et d'inflation complètement indépendante des politiques économiques tant « keynésiennes » que « néolibérales » qui se sont succédé ou combinées.

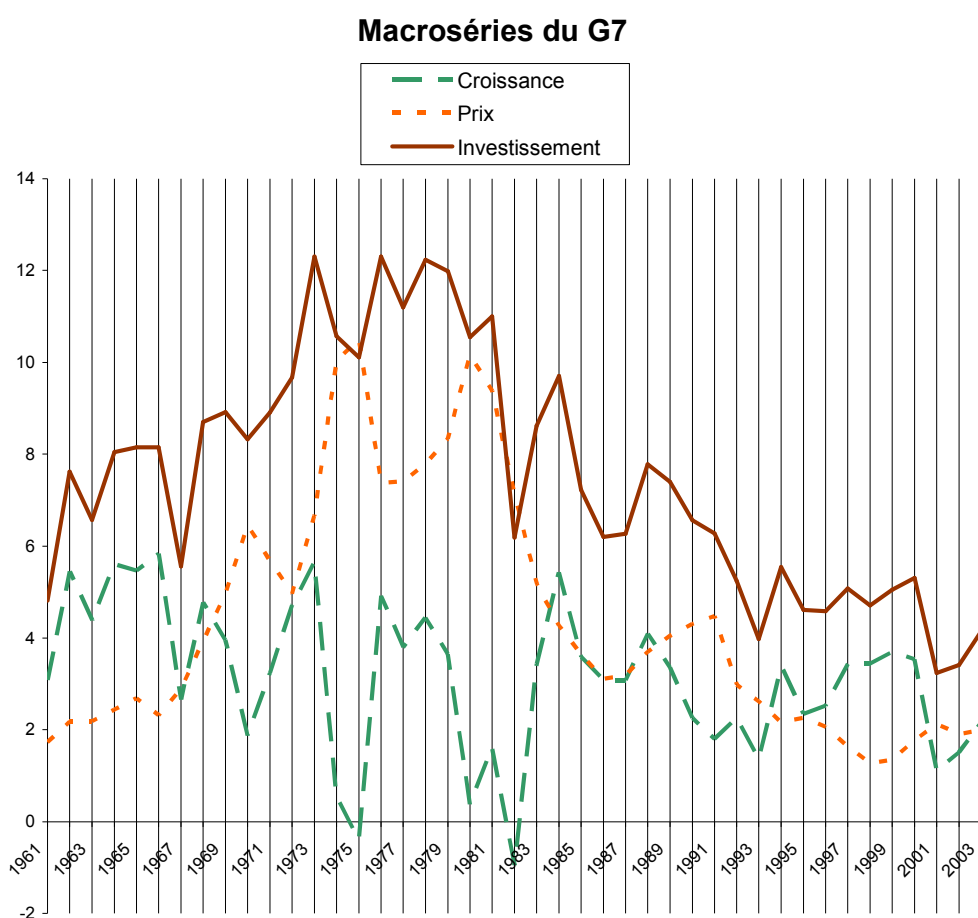
Le « procédé du déni » relevant de la psychanalyse², on a peine à imaginer que tant de politiciens et d'économistes s'enferment ainsi, tous ensemble, dans une telle irrationalité. La raison en est que ce sont des croyants que réunissent la religion de la valeur et de l'épargne, le fantasme de l'incorruptibilité de la créance du capital, ainsi que la phobie corrélative de « l'inflation ». On ne développera pas ici les motifs et l'origine de ces croyances, dont on trouvera une étude dans deux de mes articles, consultables sur le web³. Mais une analyse plus fine des « lois » et fonctions attribuées au « marché » mettra en lumière l'irrationalité de ce concept. Enfin, cette analyse nous conduira à réduire la question du marché et de la démocratie à celle du *clientélisme* et de la *citoyenneté*.

¹ *Politique*, VI, I, 6 ; VII, IX, 2.

² S. Freud, « L'appareil psychique et le monde extérieur », in *Abrégé de psychanalyse*, Paris : PUF, 1985, p.80.

³ <http://www.espritcritique.org>

1. Une réalité sous-jacente aux politiques en vigueur

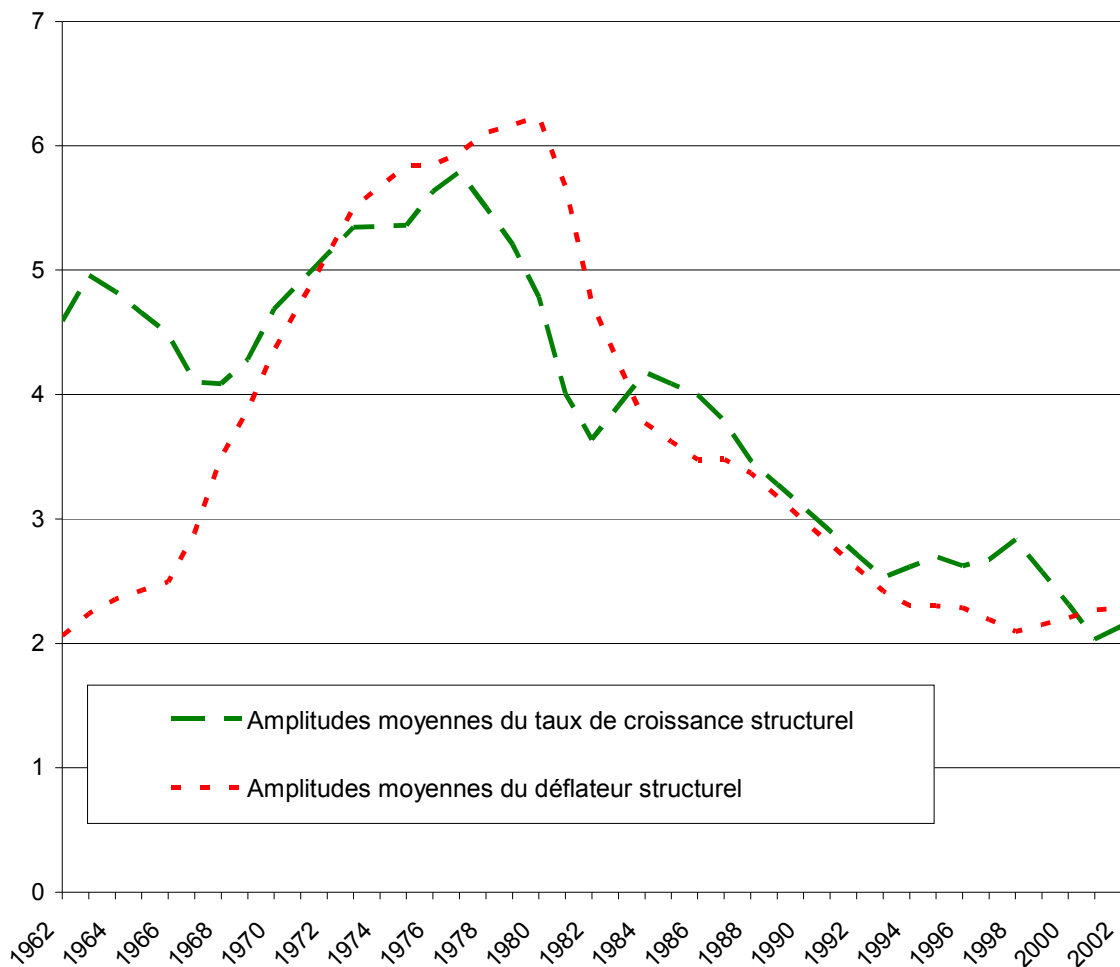


Graphique 1.

Taux de croissance (commercialisée) et inflation (déflateur du PIB) en moyennes pondérées des pays du G7. Données brutes: IFS, OCDE. En toute rigueur, le champ des échanges est couvert par la DIB (Demande Intérieure Brute) qui intègre les importations et non par le PIB (Produit Intérieur Brute) qui n'intègre que le travail mobilisé sur le territoire de référence. Mais on déduit la DIB du PIB par soustraction de la Balance Commerciale, or celle-ci est peu fiable et sa publication ne remonte pas à 1960 pour tous les membres du G7. On a donc dû se contenter du PIB. Le biais consiste en l'occultation de la BC négative états-unienne, mais cela ne nuit pas aux observations ci-après :

1. Les occurrences de maximums et de minimums entre l'investissement et la croissance coïncident absolument, alors qu'on ne peut établir aucune corrélation entre l'investissement et le déflateur.
2. Hormis les périodes d'hyperinflation, mais dont les amplitudes symétriques se compensent, croissance et déflateur tendent à se rejoindre.
3. L'effet des décisions néo-malthusiennes des G7 de 1978 (Bonn) et de 1979 (Tokyo) est nettement perceptible, mais sans aucune influence sur la tendance précédente.

Macroséries du G7 en amplitudes moyennes

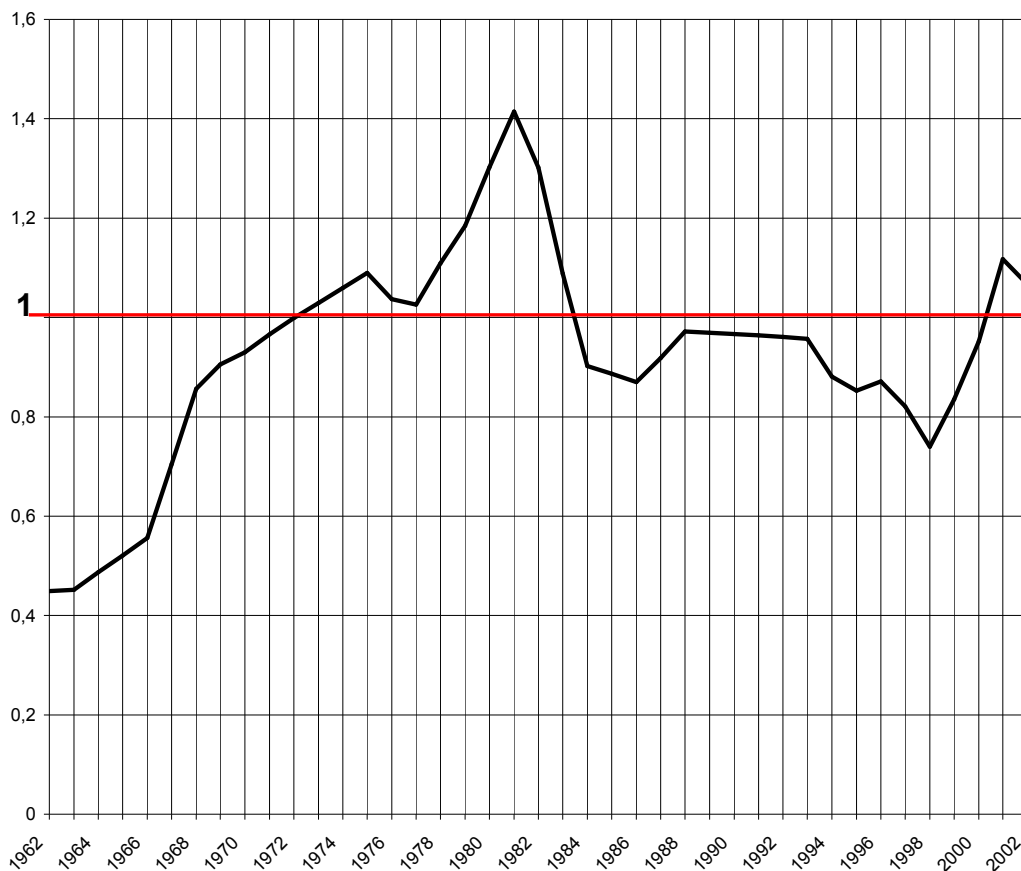


Graphique 2

Le Graphique 1 montrait deux catégories de variation relative du déflateur et du taux de croissance. Les variations de signes contraires déterminent des amplitudes symétriques, associées à des événements ponctuels (« chocs pétroliers » par exemple) sans effet cumulatif. On peut donc les considérer comme conjoncturelles et réduire les symétries pour retrouver une tendance historique structurelle. Le graphique ci-dessus donne le résultat de cette correction, en amplitudes moyennes. On y voit qu'à partir de 1968 la courbe des prix et celle de la croissance se poursuivent étroitement.

Les graphiques 1 et 2 montrent une tendance au fourchetage du taux de la croissance commercialisée et de l'indice des prix (« déflateur du PIB ») autour de leur égalité. Cette convergence est complètement indépendante des politiques d'avant et d'après les G7 de Bonn-1978 et Tokyo-1979 dont on observe cependant les effets sur le taux de variation de l'investissement. Le Graphique 3 met cette limite en évidence, à partir du coefficient d'élasticité entre le taux d'inflation et le taux de la croissance commercialisée en valeurs structurelles. On y voit un premier franchissement de la valeur 1 en 1972, puis une oscillation instable voisine de cette valeur.

Elasticité Prix/Croissance des 7



Graphique 3

Les variables du Graphique 2 sont ici représentées par leur rapport ou "élasticité". On voit qu'en moyenne, depuis le début des années 1970, cette élasticité oscille autour d'une valeur voisine de 1, c'est-à-dire que désormais, grossièrement, la spéculation sur les marchés financiers transforme chaque pourcent de croissance en 1% d'inflation. Ce qui signifie qu'à l'approche de la limite de la "mondialisation", il n'y a plus, globalement, d'accumulation de capital en valeur constante (à pouvoir d'achat constant de l'unité de compte).

Une élasticité moyenne proche de 1 signifie qu'à 1% de taux de croissance correspond grossièrement 1% d'inflation. Cette équivalence tendancielle pose le problème de la conservation de la valeur du capital. D'où la notion de « taux d'intérêt réel » (taux d'intérêt supérieur à l'inflation) qui exprime l'urgence de protéger le capital contre toute érosion du pouvoir d'achat de l'unité de compte et commence à être appliquée en Angleterre et aux USA dans la seconde moitié des années 1960. Si bien que la « lutte contre l'inflation » trouve un écho jusque dans la législation. Par exemple, le statut juridique des banques centrales, l'interdiction légale qui leur est faite d'ouvrir des crédits au titulaire des comptes publics qu'elles gèrent, le traité dit « de stabilité » ou « de Maastricht » et même feu le projet de « Constitution européenne ».

Du fait de cette limite, quand les politiques deviennent restrictives en matières de crédit et de dépenses budgétaires, après les décisions du G7, la « lutte contre l'inflation » passe par la répression de la croissance. Mais quand les politiques étaient « keynésiennes », l'inflation aggravait la tendance à la surproduction, avec le même impact résultant sur l'emploi. C'est là, par conséquent, l'origine de la crise qui commence en 1966-67, et qui peut se définir comme l'impossibilité, désormais, d'obtenir une croissance sans inflation et, qui plus est, sans un taux d'inflation du même ordre que le taux de la croissance commercialisée. Du moins dans le cadre d'une économie gouvernée par les marchés financiers.

La stratégie de « lutte contre l'inflation », qui guide les politiques actuellement à l'œuvre, s'appuie sur une croyance selon laquelle c'est la quantité de monnaie en circulation qui détermine le niveau général des prix. Il s'agit d'une interprétation, connue sous le nom de « théorie quantitative de la monnaie », de la structure d'un agrégat qu'aujourd'hui la comptabilité nationale appelle « Produit en valeur ». Celui-ci peut s'exprimer très simplement par $M=Q.p$, où M est le flux du pouvoir d'achat monétaire distribué par l'investissement et exercé

sur les marchés des biens, Q le volume de la production commercialisée et p le prix moyen de l'unité de produit. Soit en taux de variation :

$$\frac{dM}{M} = \frac{dQ}{Q} + \frac{d\pi}{\pi}$$

ou : *Taux de variation du flux monétaire = Taux de la croissance commercialisée + Taux d'inflation*

L'interprétation « quantitativiste » présuppose donc que M agit directement sur p , et que par conséquent le taux d'inflation, dans l'expression ci-dessus, dépend du taux de variation de M . D'où les politiques restrictives en matières de crédit et de dépenses budgétaires, censées « lutter contre l'inflation ». Mais les graphiques 1 et 2 montrent que l'élasticité entre taux de croissance et inflation y est complètement insensible. Le graphique 3 suggère en outre l'expression théorique de cette élasticité par un coefficient a susceptible de varier entre 0 et 1 :

$$\frac{d\pi}{\pi} = \alpha(t) \frac{dQ}{Q}$$

$$0 \leq \alpha(t) \leq 1$$

Les graphiques montrent également que le coefficient a est fonction du temps historique t . On ne peut, en effet, faire abstraction de la tendance à la « mondialisation » qui caractérise l'échantillon observé. Il est à cet égard révélateur que la progression relative de l'inflation par rapport à la croissance se situe dans les années 1960, alors que le coût du pétrole est encore très bas. Nous en tirons donc l'hypothèse que le coefficient a est une fonction de l'expansion planétaire du champ de l'exploitation et des échanges des pôles d'accumulation du « système monde »⁴. C'est autrement dit la relation organique entre expansion et accumulation, formulée pour la première fois en 1913 par Rosa Luxemburg⁵.

Le coefficient a reflète donc l'exutoire historiquement et géopolitiquement offert aux pôles de l'accumulation, ainsi que ses limites. Son impact sur l'inflation ne saurait cependant relever de l'automatisme, sous peine de faire appel à une entité métaphysique de l'ordre de la « main invisible ». Il indique simplement la tension sur les stocks transformable en inflation, le temps que se présente une nouvelle opportunité d'expansion du champ d'action des marchés financiers et des débouchés commerciaux du G7.

Comme souvent dans l'histoire des idées et de l'acquisition des connaissances, la médiation de cette transformation est en effet identifiée depuis longtemps, sans qu'elle ait encore été intégrée à l'étude du processus inflationniste. Elle émerge de l'analyse minutieuse faite par Clément Juglar des « crises cycliques » de son siècle⁶. Juglar a observé que dès le départ d'un essor économique les prix augmentent ; et il attribuait ce processus à la spéculation qui constitue le fonctionnement normal des marchés financiers. Achat et stockage à la hausse, déstockage et vente à la baisse, inflation et déflation, rythment ainsi les crises périodiques du XIX^e siècle. La limite théorique « 1 » de la variable a correspond donc à l'efficacité inflationniste moyenne de la spéculation, lorsque la tension sur les stocks devient inélastique (plus d'exutoire).

Notons enfin que si l'inflation est nulle, le taux de la croissance commercialisée est identique au taux de variation de M qui n'est autre, en dernier ressort, que le taux de variation du flux de l'investissement. Or, celui-ci anticipe une production dans l'économie réelle et non pas la variation des prix qui ne dépend, elle, que de la spéculation sur les marchés financiers. On peut donc tirer de l'observation de Juglar la conclusion que la surproduction qui caractérise les crises est associée à la hausse des prix. Rappelons d'ailleurs que la comptabilité nationale déduit bien ponctuellement le produit en volume du chiffre d'affaires, par une application pondérée de la variation des prix.

M représentant le flux du pouvoir d'achat en termes monétaires, chacun peut vérifier, à partir de sa propre expérience, que si les prix augmentent, son pouvoir d'achat étant donné, il a accès à une moindre quantité de produits. Autrement dit :

$$\frac{dM}{M} - \frac{dQ}{Q} = \frac{d\pi}{\pi} = \text{surproduction tendancielle}$$

2 Le marché des produits réels n'est « régulateur » qu'en période de crise

Quand on parle de « marché », tout le monde n'entend pas la même chose. Il convient en effet de bien distinguer les marchés financiers et les marchés des produits de l'économie réelle. Nous venons de voir que l'action des premiers se résume à une régulation inflationniste, sorte de boomerang qui en dévalorisant l'unité de compte apure un profit économiquement illusoire que le capital s'emploie ensuite à récupérer sur le marché du

⁴ Immanuel Wallerstein: *The modern World System*, New York, Academic Press, 1974.

⁵ *L'accumulation du capital*, Paris, Maspero, 1969

⁶ *Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats-Unis*, Paris, Guillaumin, 2^e éd., 1889, pp.31-33, 55-57.

travail. Mais qu'en est-il de la régulation sur l'ensemble des marchés, censée justifier l'existence d'une « économie de marché » ?

La dogmatique « libérale » attribuée à la libre concurrence a une fonction de régulation et d'équilibre, à laquelle la tradition « socialiste » n'oppose aucune autre limite que « la morale sociale »⁷. Or, ce que dit la réalité, c'est qu'il n'y a concurrence que s'il existe un déséquilibre entre l'offre et la demande. Si l'offre et la demande sont globalement équilibrées, nul ne dispose, en moyenne, des capacités de production nécessaires à la captation de nouvelles *parts* de marché. En régime d'équilibre global de l'offre et de la demande, la concurrence serait virtuellement suspendue au-dessus des agents comme sanction immanente de la qualité, ce qui constituerait d'ailleurs le seul véritable bénéfice des consommateurs. Mais quantitativement, la conquête de nouvelles parts de marché suppose une surproduction ou une surcapacité de production, relativement aux débouchés. Surproduction ou surcapacité peuvent-elles constituer un état stable de l'économie ?

Quand on se réfère à la gestion des entreprises, on ne peut pas comprendre la surproduction et la surcapacité. Tout y est en effet minutieusement calculé pour optimiser l'immobilisation de capital et les effectifs relativement à la production, et cette dernière relativement aux études de marché. Comment peut-il se faire qu'au bilan global de ces gestions parcimonieuses se dégage une surproduction tendancielle, justifiant une compétition générale pour la conquête de *parts* de marché ? C'est évidemment une impossibilité qui dénie au « marché », par conséquent, tout pouvoir de régulation dans un cadre macroéconomique équilibré.

Mais on ne peut nier la réalité d'une véritable guerre commerciale et financière au regard de laquelle la « compétitivité » n'est qu'un euphémisme. La raison en est le déséquilibre structurel des échanges, entre la périphérie du système monde et les pôles de l'accumulation, dont la double conséquence est la tension sur les prix relatifs et l'urgence, en retour, d'une priorité à l'exportation, amplifiée par le problème de la dette⁸. Il ne faut pas chercher plus loin la cause fondamentale des crises de l'endettement, lesquelles constituent d'ailleurs une constante de l'histoire économique depuis au moins cinq millénaires. Depuis l'antiquité, le pôle principal d'un système monde affiche une balance commerciale systématiquement négative. C'est attesté pour Athènes, Rome, l'Europe du 16^e siècle, puis l'Angleterre jusque dans les années 1960⁹. Depuis les années 1950, la balance commerciale des USA est systématiquement négative, ce qui impose au reste du monde, en compensation, une balance globalement positive, c'est-à-dire une hémorragie systématique de capital au profit de l'économie états-unienne et au détriment des populations les plus vulnérables.

L'actuelle « compétitivité » dans le commerce international n'est donc pas une régulation économique rationnelle, mais une conséquence du problème de la dette et des tensions sur les prix relatifs. Les territoires qui s'y trouvent confrontés voient leur balance de capital se réduire, puis s'inverser, et leurs importations en provenance du G7 se renchérir par rapport à leurs exportations. Pour respecter les échéances, ils n'ont alors pas d'autre solution que de multiplier leurs exportations et de les déprécier, afin de leur trouver sans cesse de nouveaux débouchés ou « parts de marché ». Et ce, au détriment de leur marché intérieur et de leur population, ainsi qu'à celui du tissu et des acquis sociaux dans les « *developed countries* ». Ainsi s'expliquent l'âpreté de la concurrence dans le commerce planétaire, les revendications contradictoires au sein de l'Organisation mondiale du commerce et le fait que les « *developing countries* » voient le volume de leurs exportations croître plus vite que celui de leurs importations¹⁰.

3. Economie et politique

L'actuelle concurrence dans le commerce mondial ne relève donc pas de la saine émulation, mais au contraire d'une nécessité malsaine, inhérente à l'asymétrie structurelle des échanges, ainsi qu'aux crises de l'endettement engendrées par l'anisotropie de l'espace planétaire des mouvements de capitaux. Le retour à une certaine forme de contrôle des changes, préconisé par les experts de l'ONU¹¹, constitue à cet égard une proposition audacieuse, mais qu'on pourrait éviter en cessant de s'endetter et de commercer en dollars ou en toute autre devise vecteur de domination.

Outre la nécessité de se libérer du dollar, le commerce mondial se trouve confronté à celle de recentrer l'investissement sur les marchés intérieurs et d'abandonner, par conséquent, l'actuelle et irrationnelle priorité à l'export. Ce qui suppose une coopération internationale sur un pied d'égalité, c'est-à-dire le contraire de l'allégeance à l'impérialisme, et, par conséquent, la restitution du pouvoir de régulation économique et politique aux États.

Reste à résoudre le problème qui se trouve à l'origine de la crise, c'est-à-dire la convergence du taux de croissance et du taux d'inflation. Comment lutter contre l'inflation sans réprimer la croissance ou, à l'inverse,

⁷ Léon Walras : *Éléments d'économie politique pure*, Paris, LGDJ, 1952, pp.286-287.

⁸ R. Kroës, in *Esprit Critique*, 2004.

⁹ idem

¹⁰ CNUCED : *Trade and Development Report*, 2002 et 2003

¹¹ TDR 2004

comment favoriser la croissance sans provoquer d'inflation ? La réponse est connue depuis des millénaires. C'est le déstockage administré par la puissance publique, en opposition contracyclique avec le mécanisme des marchés à terme. Ces derniers achètent et stockent à la hausse, transformant ainsi en « inflation » toute tension sur les stocks notamment inhérente à la croissance. A l'inverse, au moins depuis César, l'intervention publique, quand elle se manifeste, achète à la baisse et déstocke à la hausse, stabilisant ainsi les cours dans les deux sens. Mais cette stratégie suppose une immobilisation de capital public dans des stocks redondants et, plus généralement, un investissement qui contourne les marchés financiers. En d'autres termes, ce problème requiert, là aussi, la régulation politique. Néanmoins, compte tenu du modèle de développement encore en usage, la régulation publique ne peut pas éviter la tension croissante sur les prix relatifs entre matières premières et produits finaux. Mais elle est seule capable de l'administrer et d'orienter le mode de production vers le « développement durable », ce que l'investissement tributaire des marchés financiers n'a aucune chance de jamais réussir ni même entreprendre.

Malgré l'échec dramatique des stratégies actuellement à l'œuvre, la nécessité d'une administration politique de l'économie se heurte à une résistance d'autant plus efficace qu'elle se situe au niveau des consciences. Déjà culpabilisées par le spectre de l'inflation, celles-ci se laissent complaisamment convaincre que les privatisations seraient la réponse et le remède aux aberrations étatiques et au totalitarisme. Or l'idéologie qui préside aujourd'hui aux privatisations remonte à John Locke et David Hume qui n'ont pas connu Staline. Elle domine les XVIIIe et XIXe siècles et n'a été éclipsée qu'après la deuxième Guerre mondiale, quand les gouvernements furent assez lucides pour tirer les leçons du marasme des années vingt et trente et de ses conséquences. Au reste, on voit bien que la propriété privée du capital comme pivot de la société n'empêche nullement les abus de pouvoir et les dérives maffieuses.

La véritable réponse aux aberrations étatiques et aux tendances totalitaires, qui n'est d'ailleurs pas une totale garantie, mais il n'en est aucune, est politique. Ce n'est pas l'atomisation entre les épargnants de la créance sur l'économie, mais la *démocratie*.

4. Clientélisme et citoyenneté

« A l'oligarchie l'élection, à la démocratie le tirage au sort », disait Aristote. La différence entre ces deux modes de représentation va bien au-delà d'un simple choix entre deux techniques. Elle oppose le *clientélisme* et la *citoyenneté*.

Le sens marchand du terme « client » n'est apparu qu'au XIXe siècle, avec l'hégémonie de l'idéologie du marché et de la concurrence. En revanche, le *cliens* constituait déjà la base de la vie politique et sociale de la République romaine. C'était la condition de celui qui apportait son soutien et son suffrage à un riche personnage, en échange de sa protection. L'électeur d'aujourd'hui ne dépend plus de l' élu pour sa subsistance, mais il est courtoisé en termes de promesses et d'engagements relatifs à sa condition sociale, professionnelle ou territoriale, ce qui n'est pas fondamentalement différent de la version romaine. Dans les deux cas, il est traité en sujet mineur et non pas en « citoyen ».

De nos jours, le concept de « client » est entré dans les mœurs, non seulement comme le modèle de comportement des consommateurs et la référence de la publicité, mais aussi comme l'aspiration à une économie fondée sur le *désir*. En témoignent les principes proclamés du *marketing*, tels le « juste à temps », qui conçoivent le client comme un être pulsionnel qu'il faut satisfaire instantanément. En dépit de toutes les professions de foi « citoyennes », l'animal politique « moderne » n'est pas traité en citoyen, mais en client, en politique comme au supermarché. En retour, nous ne devons pas nous cacher que nous sommes tous susceptibles de réagir en « clients », même si nous sommes conscients de la signification de ce comportement, parce que dans le contexte du clientélisme généralisé, nous ne sommes pas à l'abri d'un défaut de vigilance à l'égard des « déterminations infantiles jamais totalement dépassées »¹².

Sans préjudice des modes plus directs de participation, le tirage au sort constitue le moyen propre à abolir le clientélisme électoral. Les techniques modernes de segmentation typologique de la population, déjà utilisées notamment dans les sondages d'opinion et les études de marché, le permettent aujourd'hui à n'importe quelle échelle. C'est en particulier le seul moyen d'assurer aux femmes la représentation que mérite leur place dans la société (et que justifie le dernier recours du lien social qui leur échoit dans le contexte de crise extrême), et ce principe peut de la même façon être étendu à toute autre catégorie sociologique ou territoriale. Les associations citoyennes et les moyens modernes de formation publique, comme par exemple en France l'Institut des sciences politiques et l'École nationale d'administration, sont tout à fait capables de donner en quelques mois, aux représentants du peuple ainsi désignés (et renouvelés par exemple par tiers), le bagage juridique et administratif d'un élu moyen des actuelles assemblées à majorités automatiques.

¹² André Green, *La Causalité psychique*, Paris, O. Jacob, 1995, p.158.

CONCLUSIONS

La pensée politique est aujourd'hui tributaire d'un archaïsme qui fausse le débat et plus encore, par le procédé du déni, détourne les esprits de la réalité de la crise. Il s'agit du clientélisme généralisé, incompatible avec la citoyenneté au sens participatif que nous lui donnons aujourd'hui.

Il n'existe pas une entité qui s'appellerait « LE marché », muni de lois spécifiques et d'un pouvoir de régulation. La réalité que recouvre ce concept est celle d'une surproduction ou d'une surcapacité de production tendancielle, imputable aux marchés financiers, d'un déséquilibre systématique des échanges à l'échelle mondiale et de la priorité à l'export sur le développement local universellement imposée par le G7 via le FMI, la Banque mondiale et la Commission européenne entre autres.

Le « marché » n'est pas le marché, c'est la crise d'un mode de production, de consommation et de gestion qui n'a jamais connu l'équilibre que dans les phases de son expansion dont il approche aujourd'hui la limite absolue. « L'économie de marché » n'est que le transfert au corps social des effets de la crise. La « démocratie parlementaire » est quant à elle une mystification que malheureusement nous nous sommes quasi unanimement infligée nous-mêmes, sur la foi d'un certain nombre de croyances et d'utopies dont il est plus que temps de prendre enfin conscience.